Ordonnance concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux (ordonnance sur les relevés)

Modification du

Le Conseil fédéral suisse,

vu les art. 5, al. 1, 6, al. 1, et 10, al. 3^{quater} et 3^{quinquies}, de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale¹,

arrête:

I

L'ordonnance du 30 juin 1993 concernant l'exécution des relevés statistiques fédéraux² est modifiée comme suit:

Section 1 Dispositions générales (art. 1 -2)

[...]

Section 2 Organisation (art. 3 - 6)

[...]

Section 3 Protection des données (art. 7 - 11)

[...]

Section 4 Financement (art. 12 - 13)

[...]

Section 5 Registre d'échantillonnage pour les relevés auprès des ménages et des personnes (nouveau)

Art. 14 Registre d'échantillonnage

¹ L'OFS tient un registre d'échantillonnage contenant les données des clients du réseau téléphonique fixe. Celles-ci sont utilisées pour tirer des échantillons lors de la réalisation de relevés auprès des ménages et des personnes.

² Ce registre contient des données se rapportant aux caractères suivants:

¹ SR 431.01

² SR 431.012.1

- a. nom et prénom ou nom de l'entreprise;
- b. adresse;
- c. numéro d'appel, différencié entre numéro principal et numéro d'appel direct;
- d. la langue de correspondance, si elle est disponible.

³ Le registre d'échantillonnage ne peut être utilisé qu'à des fins statistiques en application de la loi sur la statistique fédérale.

Art. 15 Fournisseurs de services du réseau fixe

Sont considérés comme fournisseurs de services du réseau fixe (fournisseurs) les titulaires de numéros pour services du réseau fixe attribués sur la base des ressources d'adressage du plan de numérotation E.164³ qui ont eux-mêmes réattribué ces numéros à leurs utilisateurs finaux (clients privés et clients commerciaux).

Art. 16 Livraisons de données à l'OFS

¹ Dans le cadre du service qu'il fournit pour permettre de localiser tous les clients, au sens de l'art. 29, al. 2, de l'ordonnance du 9 mars 2007 sur les services de télécommunication (OST)⁴, le concessionnaire du service universel transmet à l'OFS les fichiers de données des fournisseurs, tels que ces derniers les lui ont livrés.

² L'OFS peut en outre s'entendre avec les fournisseurs pour qu'ils lui livrent directement la langue de correspondance.

³ Les fournisseurs sont responsables de la qualité des fichiers de données qu'ils livrent.

Art. 17 Nature et délais des livraisons

¹ Les livraisons à l'OFS sont effectuées quatre fois par an, dans un délai de cinq jours ouvrables à compter du dernier samedi des mois de mars, juin, septembre et décembre.

² Le contenu des fichiers de données correspond à l'état récent des données avant leur livraison.

³ Les données sont transmises sous forme électronique dans le format SFTP et sous forme cryptée.

Art. 18 Plausibilisation

¹ L'OFS effectue des contrôles de plausibilité. Il vérifie si les données fournies au sens de l'art. 14, al. 2, let. a à c, sont complètes et actuelles.

³ Prescriptions techniques et administratives de l'OFCOM concernant la répartition des numéros E.164

⁴ SR 784.101.1

² Les règles de plausibilisation sont communiquées aux fournisseurs.

³ Si l'OFS constate que les données livrées présentent des défauts, compte tenu des règles de plausibilisation, il fait part de ces défauts au fournisseur concerné. Celui-ci corrige les données et les livre directement à l'OFS dans un délai de cinq jours ouvrables.

Art. 19 Indemnisation

¹ L'OFS indemnise:

- a. le concessionnaire du service universel des frais occasionnés et dûment attestés, jusqu'à concurrence de 8'000 francs par an.
- b. tout fournisseur lui ayant livré la langue de correspondance, jusqu'à concurrence de 2'000 francs par an.

² L'OFS conclut un accord de livraison avec les fournisseurs concernés.

Art. 20 Règlement d'utilisation

L'OFS définit les conditions d'utilisation du registre d'échantillonnage dans un règlement.

Art. 21 Transmission de données du registre d'échantillonnage

¹ La transmission du contenu intégral du registre d'échantillonnage à des tiers n'est pas autorisée.

² Les échantillons contenant uniquement des données de personnes figurant dans un annuaire téléphonique public peuvent être communiqués aux offices fédéraux et aux instituts de recherche de droit public pour réaliser des

- a. relevés prévus par le programme pluriannuel de la statistique fédérale;
- b. relevés conformément à un arrêté spécifique du Conseil fédéral;
- c. projets de recherche d'importance nationale au sens de l'art. 3, al. 2, let. c, de la loi du 9 octobre 1992 sur la statistique fédérale⁵.

³ Les échantillons contenant des données de personnes ne figurant pas dans un annuaire téléphonique public ne peuvent être communiqués aux offices fédéraux pour réaliser des relevés que si ces derniers

- a. sont effectués en étroite collaboration avec l'OFS et
- b. soit font partie du programme pluriannuel de la statistique fédérale,
- c. soit sont ordonnés en vertu d'un arrêté spécifique du Conseil fédéral.

⁵ SR 431.01

Art. 22 Organismes et instituts de sondage privés

En cas de recours à des organismes ou instituts de sondage privés, l'art. 5 est applicable.

Art. 23 Information à l'OFS

Si les formats des données livrées au concessionnaire du service universel et destinées au service de localisation⁶ sont modifiés, les fournisseurs informent l'OFS sans délai.

Art. 24 Disposition transitoire

Les dernières données livrées à l'OFS, à des fins de test, avant l'entrée en vigueur de la présente modification d'ordonnance peuvent continuer d'être utilisées après cette entrée en vigueur et jusqu'à la première livraison ordinaire opérée à des fins d'échantillonnage.

II

La présente modification entre en vigueur le 10 février 2008.

le 16 janvier 2008

Au nom du Conseil fédéral suisse

Le président de la Confédération:

La Chancelière de la Confédération:

⁶ SR 784.101.1